

Document

Spéculation: le psychodrame de trop. (16.05)

Slate.fr – 15.05

Les gouvernements parlent de régulation, mais ne changent rien au système financier qui génère crise sur crise. Le politique a abdiqué. Veut-il et peut-il reprendre le pouvoir?

Si l'Europe se construit sur des crises, il est des psychodrames dont elle pourrait faire l'économie. Mais il faudrait que les pouvoirs politiques assument leur rôle sans faillir, sans laisser la spéculation financière opérer en toute impunité et les manipuler comme des marionnettes pour son plus grand bénéfice. Que d'égards pour des opérateurs qui, grâce aux subtilités de techniques sophistiquées comme la vente à découvert, font leur beurre de l'asphyxie financière de peuples entiers - avec les destructions d'emplois qui s'en suivent - en ayant tout intérêt à ce que les crises soient plus profondes pour que le rebond soit plus fort! Car pour eux, le pire serait qu'il n'y ait ni bulle ni crise. Or, il suffirait que certaines pratiques soient interdites pour que la redoutable efficacité de la spéculation soit enrayée. C'est possible, puisque cela fut déjà fait.

Régulation financière retoquée

Encore faudrait-il montrer aux prédateurs sur les marchés qu'ils ne mènent pas le monde, et inventer des stratégies qui ne soient pas seulement défensives. Tel devrait être l'objectif poursuivi par les pouvoirs en place. Le projet n'est pas utopique. Par exemple, début mars, Michel Barnier, Commissaire européen en charge du Marché intérieur, était porteur d'un projet de régulation financière pour encadrer l'action des hedge funds opérant en Europe. Une sorte de passeport imposant certaines règles aux opérateurs financiers pour que «le marché soit au service d'un projet de société», car «les marchés ne peuvent être une réponse», avait-il affirmé. L'ancien ministre français, ex-conseiller politique de Nicolas Sarkozy, est un libéral qui n'a rien d'un provocateur. Il n'est pas de ceux qui appellent à une croisade internationale contre les marchés. Et pourtant, il souhaite les réguler: pas pour les anéantir, mais pour les remettre à leur place face au politique, les empêcher d'amplifier les crises dans l'intérêt de quelques prédateurs. Mais le projet a été bloqué. Était-il trop ambitieux? Non. En l'occurrence, il ne fallait pas gêner le Premier ministre britannique Gordon Brown dans sa campagne électorale en vue des élections qui viennent de se tenir. Un comble! Le Conseil de l'Union européenne présidé par le premier ministre espagnol José Luis Zapatero retoqua donc le projet.

Impunité pour les prédateurs

L'avenir politique du Premier ministre britannique n'était pas seul en cause. Le projet de régulation prévoyant également l'installation d'une agence de notation européenne (même si la troisième Fitch est contrôlée par le groupe français Fimalac), les Etats-Unis avaient fait savoir à l'Europe qu'ils verraient d'un très mauvais œil une telle initiative. Le projet de régulation financière européenne, qui ne faisait que s'inscrire dans le sillage des décisions du G20 pour empêcher les excès des marchés, pouvait attendre!

Quel signal d'impuissance adressé à la spéculation, et quel gage d'impunité pour elle... qui n'a pas manqué de s'attaquer au maillon faible de l'euro!

L'Europe n'est pas la seule responsable de laxisme à l'égard des marchés financiers. Lorsque, fin avril, le projet d'une taxation mondiale du secteur financier a échoué sous la pression du Canada et des pays émergents, les opérateurs ont pu constater que les Etats-Unis et l'Union européenne pouvaient être tenus en échec dans leur projet de régulation... Peut-être, d'ailleurs, ne l'avaient-ils pas vaillamment défendu: car de façon presque concomitante, le Sénat américain cédait à la pression républicaine pour bloquer la réforme financière souhaitée par Barak Obama. La spéculation n'avait rien à craindre.

L'Europe politique en lambeaux

L'Europe s'est ainsi déchirée sur fond d'élections nationales. Sans aucun bénéfice ni pour l'Union, encore moins pour les pouvoirs en place. Gordon Brown n'est pas parvenu à reconduire une majorité travailliste à la Chambre des communes britanniques, et a été poussé à la démission. Pour ne pas prendre à rebrousse poil une opinion publique toujours distante vis-à-vis de l'Europe, le pouvoir en Grande Bretagne a déclaré qu'il ne participerait pas au redressement économique des pays de la zone euro, et les libéraux au pouvoir dans la nouvelle coalition avec les conservateurs n'ont obtenu leur place qu'en renonçant à faire entrer la Grande Bretagne dans l'euro. Et Londres qui revendiquait une place au sein de l'Eurogroupe! Quant aux attermoissements d'Angela Merkel pour ne pas donner prise à la frange de ses électeurs hostile au sauvetage de la Grèce, ils ont offert un répit aux spéculateurs sans que la chancelière allemande n'en tire aucun bénéfice: elle a perdu sa majorité à la chambre haute. La Grèce, tombant de son nuage, brûle les drapeaux européens. En Espagne, où déjà un travailleur sur cinq est au chômage, les troubles sociaux se profilent avec le renforcement du plan de rigueur.

Le tout sur fond de désintégration de l'état belge, un des pays fondateur de l'Europe qui, en quête d'une introuvable identité, serait bien en peine de dicter une quelconque règle aux marchés financiers. Dans cette crise, tout le monde aura été perdant... sauf les prédateurs financiers.

L'exécutif européen aux abonnés absents

Pendant ce temps, la Commission européenne s'est distinguée par son silence. Comme il y a un an en pleine crise économique, son président José Manuel Barroso a choisi de courber l'échine en attendant que l'orage passe. Michel Barnier, qui a promis pour juin de nouvelles mesures destinées à mettre en place une régulation financière européenne, n'est pas plus monté au créneau, déclarant après coup que «les sanctions devront être exemplaires» à l'égard des opérateurs financiers... sans préciser lesquelles.

On n'a pas appris à connaître non plus le nouveau Président du Conseil européen Herman Van Rompuy, toujours soucieux de ne pas faire d'ombre aux présidents et chefs de gouvernement qui l'ont porté jusqu'à son fauteuil.

Les gouvernements sont-ils légitimes face à la spirale de la dette?

Au cours du week-end du 9 mai, les politiques européens semblent avoir repris la main pour défendre l'euro, emmenés notamment par Nicolas Sarkozy. Mais toujours de façon défensive, à coups de centaine de milliards d'euros... Ces montants ne veulent plus rien dire aux opinions tant ils semblent virtuels. Certes, il s'agit de renflouer des économies en crise. Mais on ne voit pas comment elles pourraient sortir du gouffre en tablant sur de simples logiques d'emprunts tellement les sommes à rembourser semblent incommensurables. Si les gouvernements veulent déclarer la guerre à la spéculation financière, il leur faudra gagner plus qu'une bataille, fût-elle à 750 milliards d'euros.

Imagine-t-on que, pour un pays comme la France, les intérêts de la dette contractée pour enrayer la dernière crise économique vont absorber, à eux seuls, les bénéfices de la croissance économique des prochaines années... Quelles conséquences sur les modes de vie, si plus de croissance n'offre d'autre perspective que plus de pauvreté? Que se passera-t-il lorsqu'explosera la prochaine crise - qui ne manquera pas d'arriver - si aucune autre solution n'existe que d'alourdir encore la dette publique? Quelle sera la légitimité des gouvernants s'ils ne parviennent pas à briser cette spirale de la dette, si les efforts de croissance ne servent qu'à rembourser des emprunts, si le retour à des fondamentaux économiques n'est envisagé qu'en creusant la fracture sociale en Grèce, en Espagne ou au Portugal?

Revisiter l'UEM

Le système montre ses limites. Dix-huit ans après le référendum de Maastricht sur l'Union économique et monétaire (UEM) et après les traités qui ont suivi - dont celui de Lisbonne trop conservateur - l'avenir de l'Europe mérite l'ouverture d'un nouveau chantier. L'euro, à l'origine, a été conçu et construit par des grands argentiers, présidents ou gouverneurs de banques centrales. Il serait temps que, pour la sauvegarde même de la «monnaie unique» européenne et la pérennité de stratégies économiques, le politique réinvestisse la planète financière. Car, pour piloter les pays, qui voudraient confier les manettes aux marchés? C'est pourtant bien l'image que donnent aujourd'hui les gouvernements, régulièrement débordés par la spéculation.

Commentaire

Non, qui le croirait ? Ils paniquent, ils sont désabusés, on sent l'angoisse qui les étreint...

Leur tableau de la situation est intéressant, parce exemple : quelle légitimité ont les différents gouvernements, l'UE ? Aucune ! Il faut les chasser ! Ce qui ressort, c'est qu'il leur est impossible de sortir du "gouffre" sans générer plus de précarité et de pauvreté et prendre le risque de provoquer des explosions sociales et à terme des révolutions qui balaieront le capitalisme de la surface de la terre.

Je ne sais pas pour vous, excusez une grossièreté, mais rien que de les voir à ce point dans la merde, cela nous remonte le moral ! Même si de notre côté on est mal barré, on finira bien par trouver la bonne voie.